la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 36
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X[e]	15 Juin 1927
Six mois . 16 fr.	Six mois . 22 fr.	Téléphone : Combat 08-02	Prix du numéro 1 50
Un an . . 30 fr.	Un an . . 40 fr.	Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

NOTES ÉCONOMIQUES

L'ACTION, FONCTION DE L'INDÉPENDANCE

La période aiguë de la crise produite par la stabilisation du franc est en train de se terminer. Elle s'achève avec des diminutions de salaires, diminutions qui ne correspondent à aucune diminution du coût de la vie, qui sont donc des diminutions réelles, un abaissement véritable du niveau de vie des prolétaires.

Cet abaissement des salaires s'est opéré à peu près sans lutte, presque même sans protestation de la part de la classe ouvrière. C'est la première fois qu'il en est ainsi; la première fois dans l'histoire que la classe ouvrière française subit un abaissement de son niveau de vie sans réagir.

Ce n'est point une simple coïncidence que cela se soit produit dans le même temps que la classe ouvrière se laissait mettre sous la dépendance presque totale des partis politiques. Chaque fois en effet que la classe ouvrière en France a fait preuve de vitalité et de combativité, elle était indépendante; chaque fois au contraire qu'elle s'est passivement soumise à l'exploitation capitaliste, elle avait remis à des sectes le soin de la « conduire » et de la « diriger ». L'indépendance des organisations syndicales a toujours marché de pair avec une lutte ardente contre le patronat; la soumission des syndicats à des partis a toujours marché de pair avec la soumission au patronat.

Il y a eu deux grandes périodes de combativité pour la classe ouvrière française : celle de la fin du Second Empire avec la Première Internationale, celle des premières années du vingtième siècle avec le syndicalisme révolutionnaire. Ce furent des périodes de grandes grèves, grèves héroïques, suivies et soutenues passionnément par l'ensemble du prolétariat, et qui amenèrent une

amélioration générale des conditions de vie de la classe ouvrière. Or, à chacune de ces deux époques la classe ouvrière affirmait jalousement son indépendance; elle conduisait sa lutte elle-même, à l'abri de toute ingérence des soi-disant « élites » ou des prétendues « avant-gardes ». Les « sociétés de résistance » qui constituaient l'essentiel de la section française de la Première Internationale défendirent avec autant d'âpreté leur indépendance que trente ans plus tard les syndicats de l'ancienne C. G. T.; à la rue de la Corderie on combattit aussi impitoyablement l'ingérence des partis bourgeois républicains ou du parti blanquiste, qu'on combattit rue de la Grange-aux-Belles l'ingérence des agents de Millerand ou celle du parti socialiste.

Entre ces deux époques, une phase de passivité après la défaite de la Commune de Paris. A ce moment les organisations ouvrières n'ont plus la force d'assurer leur indépendance; les unes, sous l'influence de Barberet, deviennent des appendices du gouvernement, les autres, des appendices du parti guesdiste; du même coup elles n'ont plus la force de lutter contre le patronat : la lutte de classes se réduit à des élections et à des discours.

Aujourd'hui, après l'échec des mouvements qui ont suivi la guerre, la situation est la même qu'après la Commune; la classe ouvrière se soumet avec résignation aux volontés du patronat et perd en son propre sein le contrôle d'elle-même; Thomas et le Bureau International du Travail remplacent Barberet et son bureau du ministère de l'Intérieur, le Parti communiste prend la suite du Parti ouvrier français; ils s'asservissent chacun une moitié de la classe ouvrière.

Les faits démontrent donc encore une fois cette vérité, évidente par elle-même, que la perte de l'indépendance et la perte de la combativité ne sont que deux aspects du même phénomène. Le prolétariat ne retrouvera l'une qu'en retrouvant l'autre. Mais quand ? Nous avions espéré que ce serait cette année, sous le coup de fouet de l'offensive patronale. Il semble que nous nous sommes trompés. Les blessures sont longues à guérir... mais elles finissent par guérir.

L'aveu de Poincaré.

L'ex-avocat du trust français des superphosphates a prononcé l'autre jour, à la Chambre, sa plaidoirie pour le trust américain des allumettes. Qu'on la lise ! C'est le plus bel aveu qu'on puisse imaginer de ce que nous ne cessons de proclamer : la dépendance absolue, totale et obligatoire de l'Etat envers les puissances capitalistes.

Toute l'argumentation de Poincaré, dans la défense de son projet d'affermage des allumettes, consiste en effet en un seul argument qui, évidemment est de taille, et que voici : dès maintenant la fabrication des allumettes en France est sous la dépendance absolue de la Swenska, trust international des allumettes; dès maintenant le monopole d'Etat ne fabrique des allumettes que par permission de la Swenska; s'il plaisait à celle-ci, les manufactures de l'Etat français seraient obligées de cesser dès demain toute fabrication, car... la Swenska détient le monopole du bois avec lequel on fait les allumettes. S'il plaît donc à la Swenska de se refuser à nous vendre du bois, il nous est impossible de trouver où que ce soit de quoi fabriquer les allumettes. Et, à je ne sais plus quel crétin de radical qui conseillait de planter des bouleaux en France pour échapper au monopole de la Swenska, Poincaré eut beau jeu de répondre : vos bouleaux demanderont vingt ans à pousser, devrons-nous rester vingt ans sans allumettes, si la Swenska répond au rejet du projet d'affermage qu'elle nous fait vous présenter, en cessant ses fournitures ?

Ainsi nous avons l'aveu du personnage le plus autorisé : l'Etat est obligé de passer par où veulent le faire passer les détenteurs de monopoles. L'Etat français est obligé d'affermer le recouvrement d'un de ses impôts à un trust étranger, simplement parce que telle est la volonté de ce trust. O indépendance de l'Etat à l'égard du capitalisme ! O indépendance nationale ! Vous et tous autres mensonges si solennellement affirmés par le chœur officiel des bourreurs de crânes, que devenez-vous après cela ! Il n'y a qu'une puissance : le trust, tout le reste n'est que vaine apparence, c'est Poincaré qui vous le dit.

Faut-il pour cela, comme les tardigrades du radicalisme, rêver de la suppression des cartels et des trusts, de l'abandon de ces formes de la production organisée pour en revenir aux formes de la production anarchique sous le régime de la libre concurrence ? Faut-il, pour cela, comme ces pitoyables crétins du nationalisme plus ou moins intégral, vouloir restaurer l'indépendance nationale en faisant, à l'époque de la T. S. F. et de Lindbergh, rentrer à nouveau toute la production dans les cadres étroits de la nation ? Ce sont des absurdités, absurdités dont la réalisation est, évidemment et heureusement, impossible.

On ne peut ni empêcher la formation de trusts internationaux, ni empêcher la dépendance de l'Etat à l'égard de ces trusts. Cette histoire du monopole des allumettes le montre une fois de plus surabondamment; il n'y a donc qu'une alternative : ou bien se soumettre, accepter d'être soumis corps et biens, aux volontés de la demi-douzaine d'hommes qui sont les maîtres des trusts, ou bien faire de ces organismes privés des organismes collectifs, en les socialisant. La révolution internationale ou le talon de fer, pas d'autre alternative. Après l'aveu de Poincaré, il n'y a plus personne qui puisse ne point le comprendre.

R. Louzon.

P.-S. — Cette note était écrite lorsque s'est produit le rejet par la Chambre du projet d'affermage. Il ne faut voir dans ce vote qu'un suprême effort de la petite bourgeoisie française pour échapper à l'étreinte des trusts internationaux. Ce n'est que partie remise. La République devra finir par introduire pour les allumettes le régime de la gabelle royale, puisque telle est la volonté de la Swenska.

LE COLLIER DE PERLES

« Il est extrêmement peu vraisemblable que le conflit anglo-soviétique tourne à la guerre non seulement parce que les Anglais n'en ont aucune envie, mais parce que l'on ne saurait par où atteindre la Russie. Charles XII et Napoléon Ier déconseillent à tout jamais une marche sur Moscou. On imagine tout au plus une attaque à la périphérie, sur le modèle de la guerre de Crimée et du siège de Sébastopol. Encore, cette fois, l'Angleterre n'ira-t-elle même pas juque-là. Seulement, *il pourrait se passer des choses intéressantes, d'ici peu, en Géorgie et en Ukraine.* »

Jacques Bainville.
(*Liberté* du 31 mai 1926.)

LA CRISE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

Les récents événements de Chine, la prise de Shangaï, les espoirs qu'elle avait suscités dans le monde ouvrier, suivis presque aussitôt de ce que l'on a appelé la trahison de Tchan Kaï Tchek, ont jeté le trouble dans les esprits qui suivent les péripéties de la lutte de libération nationale du peuple chinois.

Sur la foi des informations qui ont paru au lendemain des événements de Shangaï on a pu croire que Tchan Kaï Tchek, généralissime des armées nationalistes, président du Gouvernement national du Comité central exécutif du Kuomintang, suivant l'exemple de tant de généraux chinois, s'était laissé corrompre par les grandes puissances impérialistes. Cette explication eût été évidemment la meilleure et la plus facile. Malheureusement, il ne semble pas aujourd'hui qu'elle puisse être retenue.

Evolution ou trahison de Tchan Kaï Tchek.

Il faut voir dans l'attitude de Tchan Kaï Tchek une évolution plutôt qu'une trahison, évolution que l'on doit condamner mais que le développement des forces internes et externes de la révolution n'a pas permis d'éviter.

Représentant de la grande bourgeoisie chinoise, hostile à la gauche du Kuomintang, à plus forte raison au Parti communiste, Tchan Kaï Tchek a renouvelé, en 1927, avec des moyens plus violents, ce qui lui avait si bien réussi en 1926, lorsque le 20 mars, à Canton, il s'était livré à son coup d'Etat contre le gouvernement d'alors, présidé par Van Tsin Wei, et contre le Comité de grève ouvrier — coup d'Etat qui avait eu pour effet « d'évincer Van Tsin Wei et d'affaiblir momentanément l'influence des éléments de gauche et des communistes dans le Kuomintang et dans l'armée ».

La trahison de Tchan Kaï Tchek était prévue et ne pouvait surprendre que les moins initiés. L'influence grandissante du Parti communiste, le développement rapide des syndicats, les revendications ouvrières considérées comme exorbitantes par la bourgeoisie et même par la petite bourgeoisie chinoise, le mouvement des campagnes tout aussi alarmant, hâtaient la différenciation des couches sociales au sein du Kuomintang.

Après la VII° session de l'Exécutif élargi, tenu à Moscou en décembre 1926, il était devenu évident que le Kuomintang allait être déchiré par les tentatives de la gauche, animée par le Parti communiste, de conquérir la suprématie sur la droite qui, se sachant condamnée à être boutée hors du parti et hors du gouvernement dès qu'on l'aurait séparée du gros de ses forces, ne pouvait que se préparer à la résistance.

Dans le front unique antiimpérialiste qui s'était constitué sous l'égide du Kuomintang, la grande et moyenne bourgeoisie sentait ses positions dominantes de jour en jour menacées. Elle savait — les résolutions de l'Exécutif élargi de décembre ne le cachaient pas — qu'elle serait fatalement éliminée si elle ne profitait pas de la suprématie qu'elle détenait encore dans l'armée pour asseoir solidement sa domination.

Ainsi la trahison de Tchan Kaï Tchek a été l'aboutissant d'une différenciation qui s'opérait depuis longtemps dans le Kuomintang et que ni les éléments de droite, ni les éléments de gauche, et le Parti communiste moins que tout autre, ne cherchaient à atténuer.

Certains pourront regretter que cette différenciation ait produit tous ses effets avant que la victoire du Kuomintang n'ait été acquise sur les impérialistes et Tchan Tso Lin. D'aucuns même ont pu croire que cette différenciation a été hâtée par l'intervention de l'Internationale et du Parti communiste qui, en assignant au mouvement révolutionnaire chinois des buts que le Kuomintang ne pouvait poursuivre ni par sa composition sociale, ni par son organisation, ni par le programme dont l'avait doté Sun Yat Sen, ont compromis, momentanément du moins, la cause de la libération nationale de la Chine.

La lutte contre les revendications « exorbitantes » des ouvriers.

Si les chiffres donnés par le leader communiste Tchen Du Tsiu au Congrès du Parti communiste chinois qui s'est tenu récemment à Hankéou sont conformes à la réalité, le développement des organisations ouvrières marque un progrès très important. Les effectifs du Parti communiste qui étaient de 914 membres en janvier 1925 sont aujourd'hui de 57.967. Les jeunesses communistes sont passées dans le même laps de temps de 2.365 à 35.000 membres. Les syndicats qui en 1925 groupaient 150.000 adhérents en comptent actuellement 2.800.000. Il est vrai que dans un pays de 350 millions d'habitants ce pourcentage, en admettant même qu'il soit de qualité supérieure, est infime. Tchen Du Tsiu a d'ailleurs reconnu au Congrès d'Hankéou que le prolétariat « n'est pas la force décisive, qu'il n'aspire pas à prendre le pouvoir et que le Parti communiste n'est pas armé pour s'en emparer lui-même ».

Ainsi, la suprématie semble rester à la grande et moyenne bourgeoisie qui marche derrière Tchan Kaï Tchek qui, à Shangaï notamment, l'a suivi dans la proportion de 99 %.

Les événements récents, la brutale répression du mouvement communiste et du mouvement syndical dans les provinces relevant de l'autorité de Tchan Kaï Tchek montrent suffisamment que ce dernier entend refréner le mouvement de revendication ouvrière jugé excessif et dangereux par la grande et moyenne bourgeoisie et combattre les aspirations des campagnes. Un des principaux mots d'ordre de la bourgeoisie est de lutter contre les « revendications exorbitantes » des ouvriers. Jusqu'ici les travailleurs des villes ont conquis certains droits : droit de grève, liberté de réunion, droit de « picketing », etc. Quant à leurs revendications touchant l'amélioration des salaires et des conditions de travail elles se sont heurtées à une réalisation difficile du fait que l'industrie chinoise est encore à l'état primitif et que beaucoup de petits patrons vivent dans des conditions aussi misérables que leurs ouvriers (1).

---

(1) On aura une idée de l'outillage de l'industrie chinoise quand on saura qu'en 1915 (il est vrai que depuis les conditions se sont sensiblement améliorées), sur 19.321 fabriques et usines 478 se servaient de la traction mécanique et 18.243 étaient dépourvues de machines à vapeur et de moteurs électriques.

Le compromis de Tchan Kaï Tchek.

On a beaucoup parlé de la politique de compromis que Tchan Kaï Tchek observe à l'égard des puissances impérialistes. Si cette politique n'est pas à mettre en doute, il est difficile de croire cependant que Tchan Kaï Tchek puisse renoncer aux aspirations de la bourgeoisie qui le suit, notamment de la bourgeoisie industrielle, qui tend de toutes ses forces à se libérer de la domination étrangère et surtout des barrières douanières intérieures qui étouffent son développement (1).

Représentant de la grande bourgeoisie industrielle, Tchan Kaï Tchek ne pourra pas négliger les intérêts de l'industrie chinoise et s'il se maintient au pouvoir il lui sera difficile de ne pas poursuivre l'abrogation des traités inégaux et du régime douanier qui, en premier lieu, oppriment la bourgeoisie industrielle.

Menacé dans sa position personnelle par les communistes qui dénonçaient ouvertement dans le Kuomintang, dans l'armée, dans les assemblées, la dictature du généralissime, poussé par la bourgeoisie effrayée par l'ampleur des revendications ouvrières et paysannes, Tchan Kaï Tchek n'a pas eu de peine à donner aux puissances impérialistes le gage qu'elles demandaient comme prix d'un compromis : la lutte contre les communistes.

Attaqué par le Parti communiste, renié par l'Internationale communiste, privé de l'aide morale que lui prêtait jusqu'ici la révolution russe, Tchan Kaï Tchek se dresse à son tour contre ces trois forces, pour lui redoutables, et la nécessité de se défendre peut le rapprocher de certaines puissances impérialistes.

Les événements qui ont suivi l'avènement du gouvernement dictatorial de Tchan Kaï Tchek montrent bien cependant que toutes les puissances n'entendent pas lui accorder leur neutralité bienveillante sans garanties ultérieures dont l'octroi ou le refus nous fixeront sur l'étendue de son compromis avec les puissances impérialistes.

Surestimation des possibilités révolutionnaires.

Ce qui précède permet de mieux comprendre les répercussions que la trahison de Tchan Kaï Tchek, trahison à laquelle les militants russes s'attendaient depuis plusieurs mois, ont causé dans le Parti communiste russe qui avait été à même de prendre une part active au mouvement révolutionnaire de la Chine.

Nous n'avons pas le moyen de savoir si l'influence du Parti communiste russe aurait pu s'exercer plus efficacement dans le sens de la modération des éléments de gauche et des éléments communistes qui, livrés à leurs seules forces, ne pouvaient compter sur le succès et qui, étant donné leur faiblesse dans le pays et leur infériorité dans l'armée, auraient dû attendre de se sentir sur un terrain plus solide et mieux préparé pour se passer de la grande et moyenne bourgeoisie et même d'une partie de la petite bourgeoisie, dont les intérêts ont pu, en présence des revendications ouvrières, s'identifier à ceux de la grande bourgeoisie.

Il semble bien que nos camarades russes, à quelque tendance qu'ils appartiennent, aient surestimé les possibilités révolutionnaires que leur paraissaient offrir les éléments de gauche du Kuomintang et le Parti communiste appuyés, du moins en théorie, sur la petite bourgeoisie et sur les travailleurs des villes et des campagnes. Si nos camarades russes ne s'étaient pas fait illusion, nous ne pouvons croire qu'ils n'eussent usé de leur influence, qui est décisive, pour apaiser dans une certaine mesure les antagonismes qui se manifestaient au sein du Kuomintang et pour faire comprendre aux éléments révolutionnaires de gauche la nécessité de sauvegarder coûte que coûte l'unité du parti, fût-ce au prix d'une suprématie ultérieure de la grande et moyenne bourgeoisie dans le mouvement de libération nationale.

Autrement, on s'expliquerait mal ce fatalisme révolutionnaire qui consistait à pronostiquer l'élimination prochaine de la grande et moyenne bourgeoisie, avec toutes les conséquences qui en découlaient, alors que l'on pouvait savoir à quoi se réduisaient les seules forces révolutionnaires, incapables de venir à bout d'une tâche qui les dépassait.

Rien n'est plus facile que de qualifier le mouvement de Tchan Kaï Tchek de contre-révolutionnaire. Or c'est l'évidence même que l'on ne pouvait demander à Tchan Kaï Tchek, dont on connaissait les origines et le passé, dont on n'ignorait pas les attaches avec la grande bourgeoisie, d'être ce qu'il n'avait jamais été et ne pouvait être.

L'erreur a été d'assigner au mouvement révolutionnaire chinois des buts qui dépassaient ses possibilités actuelles. On allait jusqu'à dire dans les résolutions de l'Exécutif de décembre, et sur ce point nous ne croyons pas qu'il y ait de divergences sensibles entre la majorité et la minorité du Parti communiste russe, que la Chine pourrait ne pas connaître la période capitaliste mais passer directement de la période précapitaliste à la période non-capitaliste (socialiste). On s'appuyait sur une hypothèse formulée par Lénine au IIe Congrès de l'Internationale communiste et l'on s'appliquait, de part et d'autre, à en faire une certitude.

Voici d'ailleurs ce que dit la résolution de l'Exécutif de décembre à ce sujet : « Le résultat de la révolution chinoise ne doit pas être forcément la création de conditions sociales politiques qui aboutiraient à l'évolution capitaliste du pays. La structure de l'Etat révolutionnaire chinois est déterminée par sa base sociale. Il ne sera pas un Etat purement bourgeois démocratique. L'Etat incarnera la dictature prolétarienne des paysans et des autres classes exploitées. Ce sera un gouvernement révolutionnaire antiimpérialiste de la période de transition à l'évolution non-capitaliste (socialiste). Le Parti communiste chinois doit tendre toutes ses forces pour qu'aboutisse en fin de compte cette perspective révolutionnaire de transition à l'évolution non-capitaliste. »

Et comme principale condition de cette transition à l'évolution non-capitaliste on prévoyait la nationalisation des entreprises étrangères. Or, l'industrie étrangère n'est pas seule à constituer les éléments capitalistes du pays, il aurait fallu compter avec l'industrie nationale dont le développement (le développement capitaliste) pousse la bourgeoisie industrielle à s'insurger contre la domination étrangère et fait d'elle un facteur révolutionnaire. L'Etat révolutionnaire pouvait-il

---

(1) C'est à ces innombrables barrières intérieures que se heurte la circulation des marchandises chinoises, alors que les marchandises étrangères y échappent complètement.

négliger ce facteur et réaliser contre lui l'unité de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme étranger ? Il est difficile de l'admettre.

Le Comité exécutif de l'Internationale, comme le Parti communiste chinois, a pu supposer que l'apparition du mouvement paysan et la participation de plus en plus effective du prolétariat au mouvement révolutionnaire boucheraient les vides que causerait, dans le front antiimpérialiste, l'éloignement de la grande et moyenne bourgeoisie.

Mieux que quiconque, nos camarades russes connaissaient les particularités du prolétariat chinois, de ses divisions, de ses multiples formes d'organisation corporative qui atténuent ses possibilités révolutionnaires. Ils avaient étudié le problème paysan dans tous ses aspects, mais une fois de plus leurs désirs bien naturels leur ont fait espérer plus qu'on ne pouvait atteindre.

La grande et moyenne bourgeoisie ne s'est pas laissée éliminer. Menacée, elle n'a pas hésité à proclamer sa dictature en se servant des positions dominantes qu'elle détenait dans l'armée, dont le caractère prétorien n'a pas été pris suffisamment en considération.

La discussion dans le parti russe.

Les événements de Chine ont ranimé la discussion au sein du Parti communiste russe. Boukhanine et Staline ont longuement réfuté le point de vue de Radek auquel on a reproché d'être partisan de la sortie des communistes du Kuomintang, ce qui aurait eu pour effet, selon Boukharine et Staline, d'abandonner la gauche du Kuomintang à l'influence de la droite, d'avoir donné toute une gamme de définitions erronées du caractère de la révolution chinoise, d'avoir misé sur un développement de la révolution chinoise analogue au développement de la révolution d'octobre, d'avoir préconisé l'organisation des soviets en Chine, qui auraient été amenés à se substituer aux organes révolutionnaires du Kuomintang et qui eussent permis aux ennemis du peuple chinois de crier à la « soviétisation » de la Chine.

De son côté, l'opposition reproche à l'Internationale et au Comité central de ne pas avoir mené en Chine la politique de gauche qui s'imposait et de ne pas avoir poussé les ouvriers de Shangaï à la lutte décisive contre les impérialistes.

Quant à nous, nous regrettons qu'on ne s'en soit pas tenu, vis-à-vis du Kuomintang, à une tactique plus souple, calculée sur des phases plus espacées et une évolution moins brusquée, tactique qui semblait découler de la nature même de la Révolution chinoise, telle que Boukharine la définissait récemment dans son étude sur les « Problèmes de la révolution chinoise ». Définition que voici : « Le trait spécifique de la révolution chinoise est d'être, avant tout, une révolution de libération nationale. Elle doit résoudre le problème de l'unification de la Chine et de sa transformation en Etat centralisé unique ; elle doit sortir la Chine de son émiettement semi-féodal et l'engager dans la large voie de l'évolution historique égalitaire, affranchie de la violence impérialiste étrangère. »

C'est, parce que de révolution de libération nationale, on a voulu, brûlant les étapes, en faire une révolution sociale, que la révolution chinoise a été engagée dans la voie des revers.

La marche à Pékin.

Nous avons écrit cet article à un moment où la presse européenne annonçait la chute imminente d'Hankéou. Ces nouvelles étaient fausses. Hankéou ne court pas de danger immédiat et ses armées, alliées à Feng Yu Siang, marchent sur Pékin. Les deux ailes du mouvement nationaliste ont eu la sagesse momentanée d'observer une trêve pour continuer la marche sur le Nord et rejeter Tchan Tso Lin dans les profondeurs de la Mandchourie.

Aujourd'hui, c'est à qui, de Feng Yu Siang, agissant de concert avec le gouvernement révolutionnaire d'Hankéou, ou de Tchan Kaï Tchek, arrivera le premier à Pékin.

La prise de Pékin qui, dans d'autres circonstances, eût porté un coup décisif à l'impérialisme, ne mettra pas fin à la guerre intérieure et n'apportera ni l'unification, ni la libération de la Chine.

L'élimination de Tchan Tso Lin mettra face à face Nankin et Hankéou, et une lutte âpre s'ensuivra pour l'hégémonie dans le pays.

Visiblement, c'est à cette éventualité que le Gouvernement de Nankin et le Gouvernement d'Hankéou se préparent sous le couvert de la marche sur Pékin.

Tout n'est pas pour le mieux dans le camp de Tchan Kaï Tchek et dans les régions que contrôle Hankéou, il y a beaucoup à faire. L'armée du Gouvernement révolutionnaire d'Hankéou est faible. La sécurité du Gouvernement semble dépendre de Feng Yu Siang et de son armée prétorienne. Hankéou n'est pas à l'abri de nouvelles trahisons.

L'impérialisme guette, prêt à profiter de toutes les faiblesses. Ses positions ne sont plus directement menacées. Le duel certain entre Hankéou et Nankin ne permet plus d'espérer, dans un aveuir prochain, la libération définitive de la Chine.

Berlin, le 9 juin 1927.

L. BANNER.

RANSOME EN CHINE

Quiconque cherche à comprendre les événements qui se déroulent en Chine souffre d'être mal renseigné; pris entre le bluff de la presse bourgeoise et celui de la presse communiste, étourdi par les affirmations et les explications les plus contradictoires, il ne lui reste d'autre ressource que de s'avancer à tâtons, s'accrochant à la moindre petite lumière qui brille.

Un écrivain anglais, qui n'est ni socialiste ni bolchévik, mais qui sait regarder et comprendre les grandes tempêtes révolutionnaires, M. Arthur Ransome, est parti en Chine. On se souvient de l'enquête qu'il publia en 1919 *sur la première période de la Révolution russe, sous le titre « Six semaines en Russie ». A en juger par les articles déjà parus dans le* Manchester Guardian *l'enquête qu'il est en train de mener en Chine promet de n'être pas moins intéressante ni moins utile.*

Notre camarade Marthe Bigot a bien voulu traduire deux de ces articles; ils aideront à voir tels qu'ils sont les hommes de la Révolution chinoise et à comprendre les événements auxquels ils sont mêlés. Ils compléteront utilement l'étude sur la crise de la Révolution chinoise que nous publions plus haut.

Dans la Chine nationaliste

En Europe, des causes évidentes ont des effets d'une même évidence. On y peut faire, avec confiance, des déductions logiques. En Chine, la plus pure logique aboutit aux résultats les plus désespérément faux. Des Européens ne peuvent jamais prévoir les réactions chinoises à des influences qui leur échappent, à eux, Européens. Le langage à lui seul empêcherait la compréhension. Notre phrase se développe dans un enchaînement logique, la leur est une mosaïque de suggestions monosyllabiques.

D'autre part, l'habitude que nous avons de présumer la loyauté, et de baser sur elle notre politique, nous empêche de juger ici de la politique. Les hommes politiques chinois ne montrent aucune loyauté les uns envers les autres et n'en attendent point les uns des autres, en sorte que la relation entre les diverses forces politiques change d'une façon incalculable et continuelle.

Enfin, il est malaisé de poursuivre des investigations dans un pays où les chiffres précis sont tenus pour une entrave à la pensée et où, pour chaque individu, la vérité est ce qu'il pense que, pour le résultat qu'il cherche, il est bon que son interlocuteur croie.

Ces remarques doivent servir de préface à tout essai de résumer les impressions qu'on a en Chine.

Une nouvelle ère économique.

Je me suis formé une impression qui serait violemment contredite par beaucoup de Chinois et, à peu d'exceptions près, par tous les étrangers : à savoir que les événements actuels ne sont point l'agonie d'un pays à son déclin, mais le rajustement d'une société pour parvenir à un nouveau stade de développement économique.

Partout où je suis allé, j'ai vu des usines, des hauts fourneaux, des carrières, des mines, peu importants, peu assurés du lendemain, ne travaillant pas, pour la plupart, à cause de la guerre civile. Ce que j'ai vu dans la vallée du Yang-tse-Kiang faisait penser à la poussée de ces petites cheminés dans les vallées du Lancashire et du Yorkshire, il y a cent ans. Juste aux abords de Pékin, il y a, tout battant neuf, des fonderies dont les hauts fourneaux n'ont pas été allumés parce que la guerre faisait de leur mise en train une aventure sans espoir. Il me semble que ce qui est significatif ce n'est pas le tumulte qui ruine de tels essais, mais c'est l'existence même de tels essais. La Chine est en train de se débarrasser de tout ce qui entrave son développement.

La Révolution russe est si récente qu'elle nous fait oublier que des révolutions peuvent avoir d'autres buts que l'établissement de la dictature du prolétariat. Ce qui se passe ici, ce n'est pas une révolution bolchévique, mais un mouvement qui ne s'arrêtera que lorsque les classes industrielle et intellectuelle auront supplanté les chefs militaires, en tant que gouvernants du pays.

Les Gouvernements chinois ne peuvent continuer à être les départements les plus mal payés de l'état-major du quelconque général qui domine dans la capitale. La différence essentielle entre le Nord et le Sud, c'est la tentative du Sud de substituer un pouvoir civil à un pouvoir militaire.

Tout changement révolutionnaire dans la structure dépend de l'action des classes inférieures : de là l'importance du ferment ouvrier partant du Sud et de la révolution agraire dont quelques signes sont déjà apparents. Par ailleurs le pays est acculé au désespoir par les souffrances causées par les guerres sans fin et l'effondrement de l'autorité centrale. Certaines provinces se trouvent réduites à la famine, des gens se nourrissent de l'écorce des arbres.

Les ressources au pillage.

Le revenu du sel est remis en masse au chef militaire régnant. Les obligations d'emprunts sont payées sur les réserves qui s'épuisent rapidement. Le revenu des chemins de fer va aussi aux chefs militaires, sans aucun souci de l'entretien des lignes. Le personnel du ministère des Communications vit sur les revenus des Postes. Une agence de Pékin publiait, comme une nouvelle sensationnelle, que le ministre des Affaires étrangères avait reçu, le mois dernier, 10 % de son traitement. Les instituteurs et les professeurs vivent comme ils peuvent. La population ouvrière qui a toujours juste de quoi subsister, est réduite absolument à la mendicité. Le dernier service qui survive encore est celui des Douanes, qui se trouve défendu contre les chefs militaires par la présence d'un personnel étranger. Ce service est attaqué à la fois au point de vue politique et par la destruction générale du commerce. Dans les mauvaises conditions générales, il y a quelque chose de plus significatif que la baisse de 66 % dans les douanes de Shanghaï durant les deux derniers mois, ce sont les 500 % d'augmentation des tarifs durant les quinze dernières années.

Ainsi, dans la souffrance, le dragon lutte pour se dépouiller de sa vieille peau. La secousse présente, si pénible qu'elle soit, peut n'être pas la dernière, mais si elle ne l'est pas, nous n'aurons qu'un court répit. Il lui faut se débarrasser de sa vieille peau; cependant, malheureusement pour nous, il semble porté à se servir de nous pour se gratter. Et cela est naturel pour une nation qui vit péniblement à l'étroit et voit des étrangers qui prospèrent au milieu d'elle.

La lutte contre l'étranger est un cri de ralliement, même pour les chefs militaires, qui attribuent volontiers aux étrangers les maux dont ils sont eux-mêmes responsables. Cri de ralliement, mais non sentiment persistant. Si la Chine se tire d'affaire dans cette terrible période de transition; elle aura besoin de l'aide étrangère et sera heureuse de l'accepter si celle-ci n'est pas accompagnée de contraintes et l'humiliations. Il est à noter que ce sont les Chinois ayant reçu une éducation occidentale, qui sont le plus sensibles au sujet de ces deux derniers points, et ce sont ces hommes qui, dans la fermentation générale, émergent de la foule.

Notre politique doit être guidée par la reconnaissance de la réalité révolutionnaire. Les révolutions ne se produisent pas sans casser les vitres ; nous devons nous écarter des éclats de verre qui tombent.

Les droits d'exterritorialité.

Voyons plus loin ; notre politique ne doit pas dévier du fait que nos garanties en Chine commencent à être moins dorées ou même du fait d'événements comme ceux de Nankin. Ces choses sont des sous-produits de la Révolution. La Chine n'est pas un pays dans lequel les étrangers puis-

sent abandonner, sans appréhension, les droits d'exterrioralité, mais il est inutile de nous cacher à nous-mêmes qu'elle deviendra rapidement un pays où il sera impossible de les conserver.

Enfin notre politique ne doit pas varier du fait de changements dans les sommets de la révolution. Les gouvernements, les généraux et les leaders particuliers peuvent changer sans que le problème varie à notre sujet. Nous devons nous souvenir qu'il ne s'agit pas des individus, que, lorsqu'il s'agit de nous, tous les Chinois sont en complet accord. Plus tôt nous rendrons impossible que la Chine nous attribue la responsabilité de ses difficultés, mieux cela vaudra pour nous et pour la Chine, parce que le moment est proche où elle se trouvera face à face avec le plus sérieux de ses problèmes, celui qui est posé par la nature même des Chinois.

Eugène Chen

SON CARACTÈRE & SA CARRIÈRE

Eugène Chen est un des hommes les plus remarquables dans le petit groupe d'hommes politiques du Kuomintang qui tiennent en mains le gouvernement nationaliste d'Hankéou. En Chine, l'air est saturé d'accusations de double jeu, de concussion, d'ambition personnelle ; cependant, pendant toute la durée de mon séjour et bien que j'aie passé la plus grande partie de mon temps avec des adversaires politiques de Chen, je n'ai jamais entendu un seul mot contre son caractère. Le seul grief contre lui était qu'il était né à la Trinité et que, par conséquent, il était ignorant de la langue chinoise. Il sait l'anglais excellemment.

Après ma première rencontre avec lui, rencontre qui a duré quatre heures et demie, j'étais, en le quittant, dans l'état de quelqu'un qui aurait passé ces heures sous les cataractes du Niagara. Il s'était exprimé, durant tout ce temps, avec un torrent de mots, d'arguments, de passion contenue qui me laissaient muet, sans respiration. Au cours de nombreuses rencontres qui suivirent j'appris à le respecter pour quelque chose de plus que l'éloquence, à l'aimer pour sa valeur humaine, et à admirer la sincérité et l'habileté qu'il montrait dans le maniement d'une situation extraordinairement difficile.

La spécialisation de son intelligence ne le sert que dans des limites assez étroites, mais dans ces limites mêmes, elle est vraiment remarquable. Il a moins la crainte du danger pour lui-même que le souci de ne point violer de précédent diplomatique, disposition curieuse chez un révolutionnaire, mais explicable peut-être si on songe qu'il étudia le droit. Il prit ses grades d'avocat à Londres. En 1912, il fut l'avocat-conseil du ministère des Communications dans le premier Cabinet du régime républicain. Il fut le propriétaire et l'éditeur de la *Gazette de Pékin*. En mai 1917, l'influence japonaise ou celle de Chinois mêlés à des négociations secrètes avec les Japonais causèrent son arrestation pour avoir publié et dénoncé ces négociations dans son journal. Quand on le relâcha il vint à Shanghaï et resta en contact étroit avec Sun Yat Sen après la dissolution du Parlement en 1917. Au cours de l'été de 1918 il fut nommé membre de la mission diplomatique du groupe cantonais aux Etats-Unis.

Sa mission la plus importante par la suite fut d'être membre de la délégation de la Chine méridionale à la Conférence de la Paix, à Paris, en 1919. Il fut l'auteur du mémorandum exposant le cas de la Chine en ce qui concernait la revision des traités. Il alla à Londres, parcourut l'Europe, et revint en Chine dans l'été de 1920. En 1924, il vint avec Sun Yat Sen à Pékin. En 1925, il éditait le journal en deux langues *Min-Pao*, et en août de cette même année, il fut enlevé par les troupes de Feng ; sur le point d'être fusillé à Tien-Tsin, il ne dut son salut qu'à la fuite de ses geôliers devant les troupes du Kuominchun, entrant dans cette ville. Il fut alors nommé ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste; en avril 1926, il vint de Canton à Hankéou avec le gouvernement, au moment de la prise de Hankéou. Au moment où je le rencontrai, il poursuivait, avec Mr O' Malley, des négociations qui se terminèrent par la signature de l'accord de Hankéou. C'est un homme de quarante-neuf ans, petit et mince de corps, avec des cheveux noirs un peu longs, une petite moustache noire, des lunettes et des manières vives, un peu nerveuses. Dans la conversation, son origine étrangère est décelée par une légère étrangeté dans l'accentuation des syllabes et peut-être par la recherche des mots anglais d'origine latine.

Le gouvernement de Pékin.

Je montrerai mieux l'attitude de Chen en transcrivant des extraits de ses diverses conversations avec moi. Je le vis d'abord au moment où l'Amérique avait suggéré la neutralisation du territoire de Shanghaï. Chen était indigné, moins tant de l'impraticabilité de la proposition que du « mépris pour les institutions démocratiques » dont l'Amérique faisait preuve en la formulant.

« Elle l'a faite, s'il vous plaît, non pas aux gouvernements qu'elle concernait, mais à Tchang Tso Lin et à Tchang Kaï Shek. En l'envoyant à Tchang Tso Lin, les Américains avaient peut-être raison, car il n'y a pas de gouvernement à Pékin, sauf le petit et carnavalesque Wellington Koo. Mais nous sommes un gouvernement. Aucun de nos généraux ne prendrait le droit de parler en matière de politique étrangère ; il n'y a aucun de nous qui ne se sentirait insulté devant l'idée de servir un individu plutôt que notre Parti et le Gouvernement qu'il a mis debout. Le message d'Amérique me fut, bien entendu, envoyé immédiatement par notre état-major. »

Il me décrivit le gouvernement de Pékin comme « fictif, parce qu'il n'avait d'autre pouvoir que celui qu'il tenait de généraux qui n'avaient point l'idée de lui obéir ». Sur la question des négociations simultanées de la Grande-Bretagne avec les deux gouvernements de Pékin et de Hankéou, il dit :

« Cela équivaut à une tentative à peine déguisée de diviser la Chine. Tant que nous étions à Canton, dans un coin de la Chine, les faits objectifs étaient contre nous. Mais, maintenant, nous sommes sur le Yang-Tsé, agissant au titre de gouvernement national. Quiconque connaît Pékin ne peut supposer, pour un moment, qu'il puisse y avoir là un gouvernement national. Si nous admettons comme justes des négociations simultanées, nous admettons la possibilité d'une rupture en Chine, ce à quoi nous ne voulons pas croire. D'autre part, des négociations avec nous sont essentielles parce que c'est la connaissance que ces négociations sont en cours qui calme les sentiments antianglais. »

Cantonais, Anglais et Russes.

Sur la question des sentiments antianglais, il déclara :

« Laissez-moi vous dire que les lettres du Labour Party nous ont été d'une grande assistance pour faire entrer dans les esprits de nos sympathisants que antiimpérialiste ne veut pas dire antianglais. Nous sommes contre les institutions anglaises en Chine qui sont injustes envers nous, nous ne sommes pas contre les Anglais comme tels, en Chine ou ailleurs. Il est assez malaisé de faire comprendre cela aux gens. Les messages du Labour Party nous ont grandement aidés sur ce point. »

Au sujet de la Russie, il me dit :

« La Russie n'a pas d'influence sur notre politique étrangère. Les Russes ne comprennent pas l'Angleterre et ne la comprendront jamais. Nous devons beaucoup aux Russes. Ce qu'ils nous ont donné est du domaine technique. Notre lutte en Chine est une lutte contre la féodalité. Nous avons essayé de lutter, armés des institutions parlementaires, et nous avons échoué complètement. Ce que nous tentons de faire maintenant c'est de substituer le gouvernement par un parti au gouvernement par des féodaux. C'est un grand pas en avant et les Russes nous ont appris comment nous devions nous y prendre. Une des faiblesses fondamentale de nous autres Chinois, c'est notre répugnance à assumer une responsabilité. Le système de gouvernement par le parti, que nous avons adopté d'après les Russes, libère chaque individu du fardeau trop lourd des responsabilités, en faisant de lui l'instrument docile du parti. Chacun a le droit de discuter jusqu'à ce que le parti ait pris une décision. Il est tenu d'appliquer celle-ci, la responsabilité n'est plus alors la sienne propre, mais celle du Parti tout entier. Les institutions parlementaires ne réussissent pas en Chine. Nous avons fait la preuve que cette méthode réussit. Nous n'avons pas besoin d'un gouvernement à la Mussolini. Nous en avons eu assez dans toutes les provinces. Aux individus, nous substituons le parti et cette idée est suffisante pour nous permettre de tirer la Chine hors de la période féodale, dont vous pouvez observer, en Tchang Tso Lin et autres chefs militaires semblables, les derniers représentants. »

Au sujet du communisme et de l'agitation ouvrière, il dit :

« Dans tout ceci (il parlait du gouvernement de parti emprunté aux Russes) il n'y a aucune sorte de bolchévisme. Je ne crois pas que l'idéal des communistes soit réalisable avant quelque vingt mille ans, jusqu'à ce que les hommes aient évolué vers quelque nouvelle forme d'intelligence. Des gens nous disent : « Si vous n'êtes pas des « Bolchéviks, pourquoi ne tirez-vous pas sur vos « ouvriers ? » Evidemment, nous pourrions tirer sur eux, mais ce serait priver notre Chine nationaliste de la grande force de sa population ouvrière dont elle a besoin pour gagner la victoire. Nous nous aliénerions le peuple et notre force réside, précisément, dans la confiance du peuple en nous. Il sait que nous ferons de notre mieux pour lui. Il fera ce que nous lui demanderons. Pékin ne peut rien lui demander. La neutralité, et une neutralité hostile, c'est le maximum que la Chine féodale peut espérer du peuple. »

ARTHUR RANSOME.

« La Russie est en danger »

Répondant à une enquête du *Libertaire* sur la répression en Russie, plus particulièrement sur l'emploi de la justice administrative, Romain Rolland a écrit la noble et émouvante lettre que nous reproduisons.

Je ne connais les faits dont vous me parlez que par des informations que je n'ai pu contrôler. Je n'ai pas de peine à y croire, car, sans aller jusqu'à dire, comme le vieux proverbe espagnol, que le pire est toujours certain, *l'expérience de ces dix dernières années nous oblige à penser qu'en ces temps de convulsions et de déséquilibre forcené, le plus absurde en politique est toujours ce qui s'accomplit. Chaque gouvernement, qu'il soit impérialiste, bourgeois, fasciste, ou communiste, fait immanquablement tout ce qu'il condamne chez l'adversaire, et tout ce qui le condamne lui-même à la faillite de ses idéaux, à la ruine.*

Je n'ai pas besoin de dire que je flétris, une fois de plus, ces abus de la force ; je les ai flétris toute ma vie. Et ils sont particulièrement honteux, contre d'anciens compagnons d'épreuves et de sacrifices.

Ceci dit, je rappelle à tous les hommes libres d'Europe que l'heure est grave pour la liberté, et qu'un devoir urgent leur incombe : La Russie est en danger. *Une formidable coalition des puissances impérialistes se prépare dans le monde contre l'Union des Républiques Soviétiques, sous la poussée de l'Empire Britannique.*

Quels qu'aient été les torts, les stupidités et souvent même les crimes de la Révolution russe, la Révolution russe représente le plus grand effort social, le plus puissant, le plus fécond, de l'Europe moderne.

Si elle est écrasée, ce ne sera pas seulement le prolétariat du monde qui sera asservi, mais toute liberté, sociale ou individuelle, cette sainte liberté, que le bolchévisme a sottement combattue, et qui était la meilleure alliée de la Russie affranchie ! Le monde sera rejeté de plusieurs étapes en arrière. Et les peuples d'Europe se trouveront engagés, du jour au lendemain, dans la monstrueuse guerre de la ploutocratie et des impérialismes européens, contre l'indépendance asiatique.

Trêve aux discussions fratricides ! J'ose espérer que le gouvernement soviétique aura l'intelligence d'ouvrir les prisons à ses compagnons ennemis, anarchistes, socialistes révolutionnaires, et que ceux-ci auront le bon sens et la magnanimité d'oublier leurs ressentiments, pour faire front avec leurs adversaires de la veille contre l'ennemi commun.

Et nous, aidons à cette réconciliation ! L'ennemi est à nos portes. La guerre d'empires. Veillons au salut des libertés d'Europe!

ROMAIN ROLLAND.

LES ROMANS DE MÉTIERS

AU TEMPS DE SHAKESPEARE (1)

M. Abel Chevalley présente la traduction de quelques romans anglais : *Le Noble Métier, Jack de Newbury, Thomas de Reading;* il les accompagne d'une étude fort intéressante sur l'auteur et son époque : *Thomas Deloney.*

Tantôt tisserand, tantôt vagabond, et miséreux toujours, Deloney a roulé d'atelier en atelier, par les rues de Londres et les routes d'Angleterre, chantant les ballades qu'il composait lui-même. Le voilà poète des ateliers et des pauvres gens. Puis, vers 1598, « Deloney dépose gaiement, calmement un petit trésor graisseux, mais un trésor quand même d'expérience quotidienne et populaire, amassé sur place, au milieu des artisans, des bourgeois, des commères et des servantes, en pleine vie des guildes et des corporations ». Ce petit trésor déposé, Deloney meurt en pauvre bougre, si bien qu'on ignore même l'année exacte de sa mort.

Certes, à l'œuvre de Deloney il se mêle, selon le goût du temps, quelques légendes chrétiennes et quelques bribes de romans de chevalerie, mais cela même garde une truculence qui sent le peuple. L'essentiel de l'œuvre est puisé dans l'observation du monde du travail; l'atelier, la rue, le cabaret, voilà qui a fourni au romancier sa matière. Le peuple anglais de l'époque n'est point bégueule. Deloney non plus. L'expression verte ne l'effraie pas plus que Rabelais. Mais si les mots sont gros, les actes restent bien innocents ou sont bien innocemment décrits. Pas de déshabillés savants, pas de descriptions suggestives, pas d'énervement sensuel, pas d'atmosphère d'amour artificiel, pas de mièvrerie sentimentale, pas d'excitant subtil, mais quelques grossièretés bien tassées.

⁂

Mais les romans de Deloney sont, pour nous, autre chose que la récréation qu'ils furent pour les Anglais de 1600; ils sont un grand témoignage sur la vie matérielle et les conditions du travail dans l'Angleterre du seizième siècle. Ils donnent sur toute cette période un luxe de détails vivants qui en font une excellente lecture d'atmosphère historique — surtout lorsqu'on consulte le livre de présentation qu'Abel Chevalley a consacré à Deloney.

Le Noble Métier ce n'est point celui des armes, mais tout bonnement celui des cordonniers ! Et comment ne serait-il point noble puisque saint Hugues, au seuil du martyre, légua ses os à la corporation et que Crépin, qui naquit fils de roi pour finir époux de princesse, ne dut son salut qu'au métier de cordonnier ! Ce Crépin fut un apprenti modèle, partageant la vie de ses maîtres, lavant la vaisselle et attentif à plaire au patron, et surtout à la patronne. Ainsi devaient faire, pendant sept ans, les apprentis avant de devenir compagnons.

Du compagnon au maître, la plus parfaite camaraderie pouvait exister, comme vous le montrera l'histoire de Richard Casteler et de Robin-tout-Rond. C'est l'époque où maîtres, compagnons et apprentis, réunis dans la même boutique, partageant la même table, sont solidaires jusqu'à aller, côte à côte, défendre à coups de poings, l'honneur corporatif. C'est l'époque où la maîtresse, veuve, épouse le plus dévoué de ses apprentis et où le maître, veuf, épouse sa meilleure servante. Travail d'abord, semble dire l'époque.

C'est que la production d'alors n'est point la production d'aujourd'hui. Sans doute les maîtres profitent du travail de leurs compagnons et de leurs apprentis, mais eux-mêmes sont, dans les cadres rigides de la corporation, des sortes de salariés; mais le nombre des ouvriers est limité — on cite comme une exception un maître cordonnier qui emploie quarante ouvriers, — ils font partie du foyer et leurs peines, leurs misères, leurs dévouements comme leurs protestations sont tangibles au patron; pour lui les ouvriers ont une figure humaine au lieu de n'être, comme aujourd'hui, qu'une abstraction, une ligne sur le registre matricule que feuillettent les doigts des comptables.

Aussi la lutte de classe ne se manifeste point dans le système corporatif de cette époque; elle ne s'y manifestera même jamais d'une manière irréductible, puisque Jaurès peut noter dans l'*Histoire de la Révolution,* qu'au moment des élections aux Etats Généraux, les ouvriers français ne cherchèrent point à placer leurs revendications en opposition avec celle des patrons.

C'est sans doute cette constatation qui a fait remettre en honneur chez les réactionnaires (*Action française, Nouveau Siècle, Fascisme italien*) la forme corporative du groupement : ouvriers et patrons confondus dans la même organisation. Ils espèrent par là la disparition de la lutte de classe. Enfantines tentatives car les modes de production et, par conséquent, de vie ont totalement changé. Il suffit de regarder autour de soi, puis de lire Deloney, pour sentir toute la différence. D'ailleurs, le grand patronat français, qui ne s'y est pas trompé, n'a manifesté aucun engouement pour le corporatisme; et pour endormir l'esprit de lutte de classe dans le prolétariat, il emploiera des procédés plus dangereux que la résurrection des corporations.

⁂

Pourtant au début du seizième siècle apparut en Angleterre une combinaison entre l'artisanat et l'usine moderne; c'est le chlotiérisme que Deloney nous montre dans *Jack de Newbury* et *Thomas de Reading.* Les chlotiers (qui sont à peu près des fabricants de drap) ont monté leurs manufactures dans la campagne du centre-ouest. Voici celle de Jack ; deux cents fileuses y travaillent en chantant comme des rossignols; deux cents tisseurs font aller la navette que prépare un petit enfant; cent cinquante gamins miséreux trient la laine; cinquante compagnons arasent le drap; d'autres s'emploient à la teinturerie ou au moulin à foulon... Mais tout ce monde vit à la maison du maître où un boulanger cuit le pain pour tous, où cinq cuisiniers et six marmitons préparent la pitance quotidienne et où l'on ne tue pas moins de dix bœufs gras chaque semaine C'est l'usine moderne avec ses réfectoires et ses maisons ouvrières, mais sans machinisme... Et cependant Jack, hier apprenti, n'est devenu maître qu'en épousant sa maîtresse, la veuve; et, devenu veuf à son tour, il épouse une

(1) *Le Noble Métier, Jack de Newbury* et *Thomas de Reading,* par Thomas Deloney, traduction d'Abel Chevalley (2 volumes à la *Nouvelle Revue Française*).
Thomas Deloney, par Abel Chevalley (1 volume à la *Nouvelle Revue Française*).

de ses servantes « qu'il avait éprouvée dans la direction de sa maison pendant une année ou deux ».

C'est l'âge d'or pour l'Angleterre. Les chlotiers vendent aux drapiers qui exportent en Europe; aussi messieurs les chlotiers bonasses ne se privent point, traitent à leur table les rois et savent dissiper leur fatigue d'un verre de Bordeaux, de vin du Rhin ou de Madère.

Sans nul doute, compagnons et apprentis ne participent point à ces festins, mais, pour eux aussi, c'est l'âge d'or : hauts salaires et bons morceaux à la table du maître. Le travailleur anglais commence à goûter à un confort que l'ouvrier du continent a bien souvent envié.

Malheureusement, tout cela ne va pas sans à-coups. Vers 1525, à cause des guerres, l'exportation fut réduite, les salaires baissèrent, le chômage s'en mêla et « mainte veuve dut vivre l'estomac vide ». Jack ne se découragea pas; il écrivit aux villes drapières, réclama des subsides, car les « secrétaires des nobles et les avocats rusés ont la langue paresseuse et l'oreille sourde, si elle n'est pas ointe chaque jour avec l'huile douce des angelots d'or ». L'huile dut faciliter bien des choses, car le roi consentit à modifier sa politique et la prospérité revint pour un temps.

Pour un temps seulement. De grandes modifications se produisirent dans l'Angleterre; les cultivateurs pratiquèrent surtout l'élevage; la vie renchérit formidablement par la dépréciation de l'argent consécutive à son abondance; le marché drapier dut se trouver encombré, car les corporations des villes se dressèrent contre les chlotiers (l'artisan contre le capitaliste !); la misère devint très sérieuse, si bien qu'Abel Chevalley peut citer, dans son livre de commentaires, le texte suivant, qui a un parfum d'actualité :

> Après 1561, l'argent se mit à arriver en Angleterre par quantités considérables, et la hausse des prix, qui avait déjà commencé, se précipita avec une rapidité sans précédent... Pendant le siècle qui précéda la révolution anglaise, le prix des denrées quadrupla. — En conséquence, tous les commerces, toutes les industries s'exerçaient à très gros bénéfices. — Mais la hausse accablait les autres classes. Ceux qui vivaient de revenus fixes... trouvaient les temps affreusement durs... Les taux des salaires ne s'élevaient que lentement, puisque les salaires étaient, sinon fixés, du moins régularisés par l'autorité.

Cette misère s'accentuant de plus en plus, amena une tentative permanente de révolution sociale; « il y eut alors, dit Chevalley, en Angleterre, de nombreuses cellules de réfugiés et de prosélytes où le communisme et le polygamisme étaient prêchés ». Naturellement on pendit haut et court les affiliés.

Chose curieuse, Deloney, qui a peint l'âge d'or, vécut à cette époque misérable en misérable. Comment justifier son silence ?

Sans doute espérait-il des maîtres des corporations quelques subsides pour ses œuvres. Mais il ne faut pas oublier qu'avant ses romans, il avait eu, pour des ballades subversives, maille à partir avec des autorités singulièrement chatouilleuses. D'autre part, en ces temps de censure préalable, chanter l'âge d'or enfui était peut-être le seul moyen de faire réfléchir les miséreux de l'époque.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de Deloney fixe quelques-uns des aspects intéressants de l'évolution du travail. A ce titre, elle mérite l'attention des travailleurs.

B. GIAUFFRET.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'INDÉPENDANCE SYNDICALE

Le mouvement syndical algérien est à son tour disloqué par la tactique néfaste du parti communiste dans les syndicats.

Schiavo, secrétaire de l'Union régionale des Syndicats unitaires d'Algérie a été exclu du parti avec Constant des P. T. T. Par application du principe de l'indépendance de la C. G. T. U. vis-à-vis du parti communiste, il devait laisser le secrétariat de l'U. R. à un communiste choisi par le parti !

Schiavo nullement décidé à abandonner sa fonction, que faire pour la lui retirer ? On utilisa la tactique mentir et calomnier, qui n'a, hélas ! que trop de crédit. La *Lutte Sociale* ne s'en fit pas faute. Tandis que l'organe régional du P. C. attaquait nos camarades Schiavo, Constant, Lemedioni, traités par la suite de : « petits Sarraut du syndicalisme », on travaillait au 120, rue Lafayette, à Paris, à la rédaction, la discussion de motions à présenter au Congrès de l'Union régionale algérienne.

Si on ne connaissait pas ce point important qui démontre l'indépendance (ô combien) du mouvement syndical, on pourrait attribuer la paternité de ces motions à quelque « ennemi » de la Révolution russe. Voici, telle que la donne la *Lutte Sociale* d'Alger, la MOTION SUR L'INDÉPENDANCE DU SYNDICALISME :

> En conclusion des débats sur le deuxième paragraphe de l'ordre du jour, le Congrès, en plein accord avec la résolution d'orientation syndicale de Bourges, déclare :
>
> Que loin de nier la valeur de l'autonomie il est convaincu que l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs est une condition indispensable à son existence.
>
> Résolu à défendre cette autonomie, il estime que la libre expression des tendances et des opinions au sein des syndicats est non moins nécessaire au développement du syndicalisme et au maintien de son unité organique.
>
> Etc...

Rappelons-nous que cette motion proclamant que l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs *est une condition indispensable à son existence*, a été discutée, rédigée au siège du P. C.; rapprochons-la de la résolution du Bureau politique contre l'autonomie syndicale et nous verrons que les dirigeants ne s'embarrassent pas de logique, ayant préféré à celle-ci la mauvaise foi, pour rallier une majorité au Congrès de l'Union régionale algérienne.

Voici ce que nous lisons dans les « Cahiers du Bolchévisme » (1er avril 1927) et signé : le Bureau politique :

> « Les masses ouvrières désirant l'unité risquent de se laisser séduire lorsque l'on parle devant elles de *l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis*, et que l'on ne précise pas le contenu de cette formule. Nous savons, nous, que cette formule cache pour les réformistes la limitation et l'interdiction de l'exercice de notre liberté d'opinion. Mais les masses entraînées vers l'unité n'appréciant pas exactement le rôle des chefs réformistes, ne voient pas leurs objectifs, elles peuvent aisément être entraînées à assi-

miler notre attitude à une volonté *de ne pas reconnaître l'indépendance du mouvement syndical et de le subordonner.* Elles peuvent surtout être entraînées à interpréter les divergences qui nous séparent des chefs réformistes à des querelles mesquines de personnalités qui pas plus les unes que les autres ne veulent de l'unité syndicale voulue par les masses. *Cela conduit à un courant d'autonomie. Ainsi le courant d'unité qui se développe au sein des masses comporte des dangers de liquidation de l'influence communiste dans les syndicats et par répercussion des dangers de liquidation du Parti.* »

La dernière phrase n'est-elle pas la preuve éclatante que le Bureau politique — dont sont membres les secrétaires de la C. G. T. U. — veut l'indépendance du mouvement syndical ! Croire que la lutte qu'il mène contre le courant « *d'unité dans l'autonomie vis-à-vis des partis* » est une volonté de ne pas reconnaître l'indépendance du mouvement syndical et de vouloir le subordonner, c'est ne rien comprendre à la dialectique néo-bolchévik !

Quand le secrétaire général de la C. G. T. U., membre du Bureau politique, déclare que les masses groupées dans une organisation syndicale forte doivent être conduites *par* le Parti communiste, n'est-ce pas la reconnaissance formelle de l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis des groupements extérieurs ?

Heureusement, le Bureau politique est là pour appliquer sa stratégie, souple, logique et surtout dépourvue de... bonne foi pour conduire les masses vers l'unité syndicale qu'elles désirent mais à laquelle lui ne tient pas beaucoup. — G. LACOSTE.

UNE MANŒUVRE DÉJOUÉE

Chargé par le P. C. de combattre les syndicalistes de la Fédération de l'Enseignement, notre ex-anarchiste Rollo s'y emploie avec tout le fiel désirable. Son but c'est de faire partir tous ceux qui se dressent contre la tactique syndicale du P. C.

Dans le numéro du 3 juin de la *V. O.*, après avoir décoché quelques traits à « un certain Bordes » et à Thomas, il présente la question du *Prolétaire de l'Ouest* (*P. O.*) à sa façon, ce qui lui permet de traiter, une fois de plus, la minorité de scissionniste.

Rétablissons la vérité.

Le bimensuel la *Bretagne Communiste* ne réussissant pas à vivre, la direction de ce journal, d'accord avec les secrétaires des trois U. R. bretonnes, décide de le changer en *P. O.* avec une feuille syndicale mise à la disposition des U. R. « A des conditions avantageuses », écrit Rollo. Avantageuses pour le P. C., oui ! mais pas du tout pour les syndicats. Qu'on en juge : les trois U. R. devraient verser 300 francs pour chaque numéro de cette feuille (600 francs par mois), puis celle-ci serait vendue aux syndicats 0 fr. 20 l'exemplaire (deux pages).

Le Syndicat de l'Enseignement du Finistère et quelques autres syndicats du même département demandent que les trois U. R. se mettent d'accord pour faire paraître un organe syndical indépendant d'un journal politique. « C'est impossible, répond le secrétaire de la 16e U. R., parce que les deux autres U. R. refusent ! » Mais elles acceptent de participer à une feuille syndicale du *P. O.* ! C'est qu'il fallait cela... et nos subventions... et la propagande des syndicats pour faire vivre ce journal politique, pas vrai Rollo ? La meilleure preuve, c'est que la combinaison échouant, le *P. O.* suspendit immédiatement sa publication.

Le Syndicat de l'Enseignement du Finistère apporta au Comité général de la 16e U. R. la preuve que les trois U. R. pouvaient avoir une feuille commune, indépendante, à des conditions meilleures que celles offertes par le P. C. Rien n'y fit. *En violation des statuts,* approuvant la C. E. (lire cinq membres présents sur douze), le Comité général, par 8 voix contre 3, vota la subvention au *P. O.* Ce dernier vote n'était d'ailleurs qu'une triste fumisterie : devant l'attitude énergique de notre syndicat, appuyé par d'autres, les délégués communistes réunis la veille avaient décidé de ne pas accorder la subvention. Mais ne fallait-il pas cacher aux syndiqués le mauvais coup que les militants communistes locaux avaient failli porter à l'unité syndicale ?

Comme eux, le 20 février dernier, Rollo accuse maintenant le Syndicat de l'Enseignement du Finistère d'avoir voulu la scission. Ne déplacez pas les responsabilités ! Ne chargez pas les autres de vos légèretés sans nom et de vos manœuvres. Vous alliez commettre une gaffe; nous vous avons empêchés de la consommer; soyez-en satisfaits et ne posez pas aux martyrs. Ce rôle ne vous revient nullement.

La vérité est d'ailleurs plus connue que Rollo ne le croit. S'il n'avait pas voulu essayer de discréditer le Syndicat de l'Enseignement du Finistère, un des rares syndicats de masse de la Fédération, il n'aurait pas caché que dans cette question du *P. O.* les cinq syndicats de l'Enseignements intéressés, *y compris le sien,* majoritaires comme minoritaires, ont voté contre la combinaison envisagée.

Cet accord unanime en dit long et permet d'apprécier à leur juste valeur les sornettes de Rollo. — JOSETTE et JEAN CORNEC.

UNE NOUVELLE AFFAIRE MÉNARD ?

La minorité des Producteurs d'électricité en conseil de guerre

Les dirigeants de la C. G. T. U. ne manquent pas une occasion de se montrer en exemple : « Nous, disent-ils, mais nous reconnaissons à la minorité le droit de s'organiser en tendance pour mener la lutte contre nous. »

En théorie, c'est parfait. Dans la pratique, c'est bien différent. Notre camarade Ménard, qui fut exclu du Syndicat parisien du Tonneau pour le seul crime d'avoir formé une minorité, en fit l'expérience. Et voici qu'une nouvelle « affaire Ménard » se prépare.

Nos camarades syndicalistes du puissant Syndicat des Producteurs d'Energie Electrique ont perdu, il y a un an, la direction de leur organisation, surtout par suite de la grande confiance mise en certains (qui depuis...) et aussi par suite de l'absence de toute organisation de leur tendance. Nous avons, en temps utile, mentionné quelques uns des procédés utilisés contre eux par les communistes, notamment le chahut organisé des Assemblées générales, où un vieux militant comme Bouveyron fut mis dans l'impossibilité d'exprimer sa pensée.

Depuis quelques mois un groupement minoritaires était en formation. Dernièrement, le tract suivant fut édité et propagé :

MINORITE DU SYNDICAT DES PRODUCTEURS

Camarades,

Devant les dangers qui menacent nos situations acquises, l'incurie de nos dirigeants syndicaux qui laissent saboter le statut de Retraite, qui dans une démagogie outrancière rejettent des propositions patronales sans même vous en donner connaissance,

Une pléiade de militants ont senti la nécessité de s'organiser pour redonner à notre Syndicat la vigueur qui l'animait pendant les cinq années qui ont été si fructueuses à vos situations.

Aidez ces militants en adhérant au groupe et en

versant votre obole qui leur permettra de travailler et de vous faire connaître toute la vérité.

Pour la minorité et par mandat :
BOUVEYRON.

Quel crime n'avait pas commis Bouveyron !

Aussitôt, la Commission exécutive du Syndicat est réunie, véritable Conseil de guerre, mais Conseil de guerre restreint devant qui, en raison même de son caractère, Bouveyron ne se rend pas. Les secrétaires y font voter une résolution disant :

« 1° Ne contester à personne le droit d'œuvrer pour faire triompher son point de vue.

« 2° Reconnaître à chacun le droit d'apporter des critiques et des suggestions dans l'action syndicale. »

Mais la résolution ajoute :

« *La Commission exécutive... ne reconnaît à personne le droit d'apporter par la parole ou par l'écrit contre des organismes mandatés pour discuter et prendre des décisions, des accusations mensongères et déloyales dont le but est de désorganiser le Syndicat.*

« Le camarade Bouveyron ayant enfreint la discipline syndicale à ce sujet, LA C. E. LE BLAME, et décide de porter cette décision à la connaissance de tous les délégués de groupe.

« Elle... donne mandat au bureau syndical de réunir extraordinairement dans les délais les plus rapprochés, le Conseil général, qui aura à statuer SUR CE CAS ANTISYNDICALISTE. »

Vous saisissez l'hypocrisie sur le vif ! Oui, les minoritaires ont le droit de s'organiser en tendance. Mais, dès qu'ils prétendent user de ce droit, dès qu'ils expriment leur point de vue, en avant les « accusations mensongères et déloyales », en avant « la désorganisation du Syndicat », en avant « le cas antisyndicaliste ». Au bout du compte, après le blâme, l'exclusion s'annonce.

Mais Bouveyron n'est pas seul. Tous les militants de la minorité sont derrière lui. Au Conseil de guerre élargi du 16 juin, ils s'expliqueront, ils attaqueront. Que la majorité leur réponde, se défende, rien de plus naturel. Mais elle n'a pas le pouvoir de leur enlever le droit d'expression et de critique. Et si elle s'avisait de faire une nouvelle « affaire Ménard » avec le vieux militant qu'est Bouveyron, c'est bien son attitude à elle, Commission exécutive, qui constituerait un *cas antisyndicaliste*.

La minorité des producteurs n'est pas disposée à encaisser la dictature d'un Salom. Que les militants du Syndicat qui ne peuvent pas admettre cette dictature, se serrent autour de la minorité ! Par ailleurs, la Ligue Syndicaliste suivra l'affaire avec attention, et les Salom peuvent être d'avance convaincus que nous ne leur laisserons pas réaliser dans l'ombre leurs desseins criminels contre le mouvement ouvrier.

ET LE RÉPERTOIRE CONFÉDÉRAL ?

O diligence « organisatoire » et « bolchévisatrice ! »

Il paraît que les mandats pour le prochain congrès de la C. G. T. U. sont déjà en route.

Mais, et les rapports ?

Les mandats, évidemment, c'est important, mais avant de remplir un mandat, il faut discuter les rapports présentés au Congrès.

Or les rapports ne sont pas encore envoyés !

Les syndicats ont le temps, sans doute, de discuter. Pourvu qu'ils mandatent !

De même, aucune édition du répertoire confédéral n'est annoncée.

Depuis 1922, qu'il n'a pas été publié, le besoin s'en fait tout de même sentir.

C'est une question de clarté pour le Congrès même.

Voilà encore quelque chose qui devrait passer avant les mandats. Car à qui envoie-t-on les mandats si le répertoire confédéral n'est pas établi ?

LETTRE OUVERTE
aux délégations ouvrières qui partent en Russie

Les camarades du groupe « Kommunistisch Politik » (Korsh, Schlagevert) adressent aux délégations ouvrières qui partent d'Amérique et d'Europe en Russie des Soviets, la lettre ouverte suivante :

Chers camarades,

Si vous allez éventuellement en Sibérie, nous désirons que vous y recherchiez les communistes de gauche (membres du « groupe ouvrier ») qui y souffrent dans les prisons — et, avant tout, le camarade Gabriel Masnikow (à Tomsk), le camarade Nicolas Kusnezow (à Barnaul) et le camarade Borestatow (à Semipalatinsk) ; — que vous ayez avec eux en personne des entretiens précis et explicites ; et qu'aussitôt vous nous fassiez part de votre opinion et de votre impression sur leur état et sur l'état de leur famille.

De plus, nous vous prions de contrôler, dans l'U. R. S. S., tout ce qui suit :

1. — Le 27 décembre 1924, de nuit, à 3 heures, furent envoyés, par train extraordinaire et sous bonne garde d'agents du G. P. U., dans les forêts du nord de la Russie (district de Tscherdinsk) plusieurs communistes du groupe ouvrier emprisonnés à Moscou. Qu'est-il advenu ensuite de ces camarades ? Exigez du G. P. U. qu'il vous rende compte, exactement, des noms des camarades qui furent frappés par cette brutale mesure, et qu'il vous dise pourquoi elle fut prise.

2. — Une feuille volante, illégale, du groupe ouvrier de Moscou, du 8 décembre 1924, manda que les onze membres emprisonnés du « groupe ouvrier » de Perm (Oural) avaient commencé la grève de la faim pour obtenir la publicité de leur procès, instruction comme jugement. Demandez donc pour quel motif ils sont toujours en détention. Informez-vous de leur sort, car, depuis lors, on ne sait plus rien d'eux.

3. — Ensuite nous vous prions de demander purement et simplement à la centrale du G. P. U. à Moscou, ce qui est arrivé aux autres camarades membres du groupe ouvrier, qui ont été sous le coup de poursuites. Nous signalons en particulier Alexandre Medwedjev (Electrotrust, Moscou), Kotschnow, Tinnow, Ilin, Sonvin, Moissejev, Michaïlow, Bersina, Demidow, Matrossow, Baranow.

Quoique membres du Soviet de Moscou, les camarades Demidow et Bersina furent mis en prison sans formalité aucune. Et Medwedjev, contre qui l'on ne put pas même articuler une plainte, fut maintenu, lui aussi, en état d'arrestation. Atteint, à un degré aigu, de tuberculose, il fit pourtant pendant sept jours la grève de la faim.

4. — Nicolas Kusnezow se trouve emprisonné, depuis janvier 1924, à Barnaul, en Sibérie. Pour tant que nous en ayions eu connaissance, il a déjà dû faire trois fois la grève de la faim : une fois pendant treize jours, et une autre fois pendant quinze jours. Si le camarade Kusnezow use de cette arme terrible pour lui, ne devons-nous pas en conclure qu'il est traité dans sa cellule de la façon la plus barbare ? Et que, par la grève de la faim, il crie au monde sa protestation vibrante ? Qu'est devenu à présent le communiste révolutionnaire honnête, et de vieille date ?

5. — A Oulianovsk (Simbirsk) ont été arrêtés, puis condamnés, dix-sept membres de l' « opposition ouvrière » : Barinow et Kolzow, à la prison, en Sibérie,

les autres à l'exil dans diverses localités éloignées. Le communiste ouvrier Kapustin fut envoyé, pendant les troubles de l'année 1924, du Don à Tcheljabinsk, pour être mis à la disposition du parti; arrivé là, il fut arrêté comme communiste de l'opposition de gauche. Tcheljabinsk est avant tout un point de concentration des opposants — arrêtés et condamnés — du parti communiste. Essayez donc de vous y rendre pour leur faire une visite.

6. — A Nikolajew, sur la mer Noire, le président des soviets d'Ukraine, Petrovsky, a libéré vingt-six des quarante-six communistes du « groupe ouvrier »; du moins pareille information nous vient-elle de la presse étrangère. Cette information est-elle exacte ? Mais qu'advint-il alors des vingt militants qui ne bénéficièrent pas de cette mesure de grâce ?

7. — En outre, la presse a annoncé, non sans tapage, à l'étranger, que quatre camarades du « groupe ouvrier » de l'Oural et quatre de Bakou furent fusillés parce qu'ils s'étaient défendus, à coups de pied, à coups de poing, contre des gardiens féroces. Tirez au clair les causes de leur arrestation; à ce qu'il semble, leur rôle de militants, d'agitateurs à l'occasion de troubles et de grèves fut réputé suspect par le G. P. U.

8. — Le 17 février 1927 parut, illégalement, à Ekaterinoslaw (Sverdlovsk), une brochure du « groupe ouvrier », où, entre autres choses se trouve décrite tout au long et dénoncée la brutalité du G. P. U. envers le camarade Nilow. Le camarade Nilow est un des membres les plus en vue du groupe ouvrier de cette ville. Malade, il fut conduit de l'hôpital de la prison devant un juge d'instruction qui exigea de lui l'aveu de son action dans plus d'une grève. Sur le refus formel qu'il opposa au juge de lui répondre, Nilow fut tout à fait déshabillé et frappé, nu, de vingt coups de fouet. Ce traitement bestial lui fut infligé par des Baschkirs, soldats de l'armée rouge. Puis, grièvement blessé et incapable de se tenir debout, Nilow fut transporté auprès du juge. Le silence de Nilow ne se rompit par par cette torture. Fou de colère, le juge d'instruction lui enfonça dans l'œil le canon de son fusil et, éborgné, couvert de sang, Nilow fut alors jeté dans sa cellule. Il y resta deux jours sans soins. Une feuille volante exige l'arrestation immédiate du juge et que la direction du G. P. U. de Sverdlovsk soit toute déférée à la justice.

9. — Sur le compte du camarade Gabriel Masnikow s'est répandu à l'étranger, dans les milieux prolétariens et dans la presse, le bruit qu'il a été étranglé dans sa prison par le G. P. U., à Tomsk. Rien que ce bruit jette la réprobation des prolétaires d'Europe occidentale sur la terreur que l'on exerce contre les prolétaires de gauche de l'U. R. S. S.

Chers camarades,

Nous nous adressons fraternellement à vous pour donner suite à ces demandes. Ne vous y refusez pas d'emblée au nom de la démagogie et du fanatisme qui sont de mode !

Mais faites la preuve et l'examen honnêtes des injustices, de l'oppression dont sont victimes les camarades du « groupe ouvrier » de Russie. Ils sont vos frères de classe. Comme prolétaires, comme militants, dressez-vous donc pour revendiquer la libération des camarades emprisonnés et la cessation des représailles sauvages qui frappent les communistes de gauche.

Vous gagnerez, chers camarades, plus de confiance et plus de sympathie auprès de la classe ouvrière mondiale.

Le front unique révolutionnaire aura fait réellement un pas de plus en avant.

Conférence Lazarevitch. — Le Syndicat autonome des métallurgistes de la Seine organise une conférence sur les Syndicats en Russie par le camarade Lazarevitch. Elle aura lieu à la Bourse du Travail, salle Jean-Jaurès, le 1er juillet, à 20 h. 30. Entrée gratuite.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 26 mai. — Le XIVe Congrès de la Fédération des Coopératives s'ouvre à Nîmes.

Angleterre : La Chambre des Communes, par 357 voix contre 111, vote la rupture avec l'U. R. S. S.

Chine : Grande victoire des Sudistes dans la plaine du Honan.

VENDREDI 27. — Sarraut discourt à la Chambre contre le communisme.

— Le projet d'amodiation du monopole des allumettes vient en discussion; intervention de Moutet, Canavelli et Clamamus.

SAMEDI 28. — Protestation de la Fédération Syndicale Internationale contre la présence du délégué fasciste Rossoni à la Conférence du Travail.

DIMANCHE 29. — Manifestation au Mur des Fédérés.

— Le Congrès des cheminots confédérés du réseau Etat, tenu au Mans, adopte par 27 voix contre 7 la résolution de Paris-Rive Droite sur l'unité.

LUNDI 30. — Violent discours de Myron Herrick, ambassadeur des Etats-Unis, contre le bolchévisme.

— Condamnation de Claveri, à deux ans de prison, par le tribunal d'Oran.

— Au Comité international des mineurs, Hodges donne sa démission de secrétaire.

MARDI 31. — Poincaré intervient dans la discussion du projet d'amodiation des allumettes.

— Paul Faure et Séverac auraient démissionné du secrétariat du parti socialiste.

Chine : Cent mille soldats de Tchang Tso Lin capturés par les rouges

MERCREDI 1er juin — La Commission des poursuites refuse la levée d'immunité demandée contre Doriot.

JEUDI 2. — Congrès de la Fédération unitaire des tabacs et allumettes.

— Incidents au cours de la discussion sur le monopole des allumettes.

VENDREDI 3. — La C. E. de la C. G. T. U. adopte la résolution de Paris-Rive Droite sur l'unité.

— Chazoff est libéré; Lauzille, Girardin et Bucco continuent, à la Santé, la grève de la faim.

DIMANCHE 5. — L'Atlantique est traversé, pour la seconde fois, par les Américains Chamberlin et Lévine.

Allemagne : 150.000 combattants du Front rouge manifestent à Berlin.

MARDI 7. — *Pologne :* Woïkof, représentant de l'U. R. S. S., est assassiné à Varsovie.

Angleterre : Le Congrès des Coopératives, réuni à Cheltenham, décide de soutenir le mouvement travailliste.

MERCREDI 8. — *U. R. S. S. :* Une bombe lancée dans un cercle communiste de Leningrad fait 26 victimes. — A la frontière de la Russie Blanche, attentat contre un fonctionnaire soviétique.

JEUDI 9 . — Congrès du Syndicat des Indirectes.

U. R. S. S. — Litvinov démasque des projets d'attentats dirigés contre des dirigeants soviétiques par des agents du Gouvernement anglais.

VENDREDI 10. — La Chambre repousse le projet de cession du monopole des allumettes.

— Les assurances sociales viennent devant le Sénat.

— Arrestation de Sémard.

U. R. S. S. : Les Soviets font exécuter vingt officiers de la garde blanche.

La résolution de Paris-Rive droite. La résolution suivante établie par les deux Syndicats de cheminots, unitaire et confédéré, de Paris-Rive Droite, a été adoptée à la presque unanimité par le Congrès des Cheminots confédérés du réseau Etat; elle viendra sans nul doute devant le Congrès national des Cheminots et devant le Congrès de la C. G. T. :

Les cheminots confédérés et unitaires des syndicats de Paris-Etat-Rive droite ayant eu connaissance de la proposition faite par le Comité confédéral national unitaire de la reconstitution de l'Unité syndicale à la base par la rentrée en bloc des syndiqués unitaires au sein des syndicats confédérés, ainsi que de la réponse faite par le Comité confédéré national qui, prenant acte de cette intention, attend que les adhérents de la C. G. T. U. se mettent en rapport avec les syndicats confédérés, se sont réunis, le 18 mai 1927, salle du cinéma Legendre, pour déterminer, en ce qui les concerne, les moyens à employer pour hâter la réalisation de l'Unité ouvrière.

Ils décident :

1° La rentrée dans le syndicat ne peut être conditionnée que par le respect des statuts par les adhérents.

En conséquence, il ne saurait être question de remplir un bulletin d'adhésion, mais simplement d'échanger la carte unitaire contre la carte confédérale.

L'opération effectuée sur ces bases implique nécessairement les mêmes droits, ainsi que les mêmes devoirs aux camarades unitaires dans les mêmes conditions que si la scission n'avait pas existé.

Toutefois, ils précisent que, pour être loyale et durable, l'Unité ne peut se réaliser que d'une façon totale, toute fusion partielle ne faisant qu'aggraver l'état de scission;

2° Le syndicat groupant dans son sein tous les travailleurs, sans distinction d'opinion, aucun refus d'admission, aucune exclusion ne pourront être prononcés pour délit d'opinion ou de tendance;

3° A la suite de la rentrée des camarades unitaires aux syndicats confédérés, les sections techniques ainsi que les syndicats auront à se réunir.

De plus, et afin de donner aux organismes reconstitués leur véritable physionomie, des congrès de la base au sommet devront être organisés à des dates déterminées et le plus rapprochées possible.

Ces décisions devront faire l'objet d'une résolution du prochain Congrès confédéral confédéré qui aura à organiser, d'une façon régulière et invariable, la rentrée totale de tous les syndicats et syndiqués, sans aucune exception.

Le Syndicat groupant tous les travailleurs en dehors de toute école politique, il doit déterminer lui-même son action qui ne peut se développer que dans l'indépendance absolue du syndicalisme à l'égard des partis politiques, sectes philosophiques et groupements extérieurs.

Pour permettre, en outre, la continuité et l'élargissement de ce point de vue, les cheminots de Paris-R. D. s'engagent à faire toute la propagande indispensable jusqu'au résultat complet.

Ils donnent mandat aux délégués des deux syndicats, qui seront désignés pour assister à leurs congrès respectifs, de défendre cette conception pratique des modalités d'application de l'Unité syndicale.

La séance est levée au cri de : « Vive l'Unité ouvrière ! »

NOTA. — Le présent ordre du jour a été discuté et mis au point par une commission mixte composée :

Pour le Syndicat confédéré de Paris-Rive Droite, les camarades Le Guen, Prigent, Broutchou.

Pour le Syndicat unitaire de Paris-Rive Droite, les camarades Simon, Ciavatti, Jacquet, Rambaud.

Le sabotage patronal à Gaillon. Nous avons relaté, dans la *R. P.* de novembre 1927, le sabotage des usines d'Illzach, par des employés du grand patron Lederlin. Des faits identiques se sont reproduits dans une usine de tissus de Gaillon (Eure). Le *Journal* du 23 mai en a publié la relation suivante :

Evreux, 22 mai. — Se souvient-on de l'émotion provoquée par les débats du procès relatif au sabotage des usines de blanchiment et de teinture de tissus de coton à Illzach ?

On vient de découvrir, dans le département de l'Eure, un scandale qui rappelle étrangement cette déplorable affaire.

Une usine de fabrication de tissus, dont la création à Gaillon, l'an dernier, vint faire échec aux projets de domination que poursuivait le trust dont les ouvriers furent condamnés pour le sabotage d'Illzach, avait constaté, elle aussi, qu'un sort maléfique avait été soudain jeté sur ses machines. Alors que ses dirigeants avaient eu soin de recourir aux impeccables procédés de fabrication d'une usine américaine connue pour la perfection de ses produits, les tissus qui sortaient des machines présentaient d'incompréhensibles défectuosités : boursouflures, inégalités dans l'épaisseur, couleurs mauvaises.

Le résultat de cet état de choses fut désastreux. Le Salon de l'automobile allait s'ouvrir six semaines plus tard et l'usine de Gaillon comptait sur cette importante manifestation pour se lancer. Il fallut y renoncer. Triomphant de son unique concurrent, le trust puissant fit aisément « walk over » au Salon. Gaillon fut vaincu comme l'avait été Illzach.

Fort heureusement la police de la Sûreté générale vient de procéder à une arrestation, qui permet d'augurer un nouveau procès dont l'ampleur permettra sans doute de découvrir les vrais responsables de cette série de mauvaises actions.

A la suite d'une enquête faite par M. Barthelet, commissaire à la brigade mobile, un ouvrier de l'usine de Gaillon, d'origine allemande, le nommé Timm, a avoué avoir été, par l'intermédiaire d'un monteur également allemand, du nom de Platten, lequel était venu installer des machines, mis en relation avec le directeur d'une usine concurrente appartenant au trust en question. Il lui avait fait visiter l'usine, clandestinement, un dimanche. Timm reconnut qu'après cette visite il avait commis des actes de sabotage. Mais, à l'en croire, il les aurait perpétrés de son propre chef, pour « embêter son contremaître ». Le directeur de l'usine se serait borné à lui demander des renseignements complets sur les méthodes de fabrication et à lui proposer une place meilleure... Il aurait refusé.

Interrogé, le directeur de l'usine concurrente, M. S..., a confirmé son étrange visite. Il a, d'autre part, révélé que son administrateur délégué lui avait demandé s'il croyait Timm capable de commettre un acte de sabotage, mais qu'il ne prit pas cette demande au sérieux !

L'instruction de cette pénible affaire a été confiée à M. Laurent. Timm a été arrêté. Le magistrat arrivera-t-il à le faire parler davantage ? D'autres révélations seront-elles apportées ? — G. L.

***

Un appel aux marins La Fédération internationale des Transports commence la préparation du mouvement pour les huit heures à bord des navires, qui sera l'une des premières luttes corporatives internationales, par l'appel suivant lancé aux marins de tous les pays :

Camarades, « *Un navire est une espèce de prison flottante* ». Ce ne sont pas là les paroles d'un marin « mécontent » ou d'un « fauteur de troubles »; ce

sont des paroles prononcées par le représentant officiel des armateurs français, lors d'une Conférence tenue à Genève au début de l'année.

Il serait difficile de donner une définition plus exacte. A partir du moment de son enrôlement jusqu'au moment de sa libération, le marin est le prisonnier de l'armateur et le navire est sa prison.

Et c'est dans cette « prison » qu'il doit peiner, pendant de longues journées de travail, dans des circonstances souvent difficiles et pénibles : dix heures, douze heures quatorze heures sur vingt-quatre et parfois davantage. La loi des huit heures qui, pour d'importantes catégories de travailleurs terriens, prévoit une diminution de la journée de travail, ne s'applique pas à lui, pas plus d'ailleurs que tant d'autres lois qui protègent du moins quelque peu les ouvriers qui se trouvent à terre. A plus d'un égard, *le marin est toujours le paria, le souffre-douleur de la Société.*

Il en est ainsi, il en était ainsi et il en sera ainsi, tant que les marins ne s'assureront pas, par un groupement uni en des organismes syndicaux nationaux et internationaux, dirigés par des militants capables et conscients, une puissance qui soit en mesure de défendre et de sauvegarder leurs intérêts.

La section des gens de mer de la Fédération internationale des ouvriers du transport groupe vingt-quatre organisations de marins de vingt pays différents et compte plus de cent vingt mille membres. Elle lutte en faveur des intérêts des marins et ses efforts tendent à procurer aux gens de mer un meilleur salaire, un statut plus favorable, plus de liberté et, avant tout, une journée de travail plus courte : *une journée de travail qui ne dépasse pas huit heures, une semaine de travail qui ne dépasse pas quarante-huit heures, pour toutes les catégories de marins.*

A Genève, se réunira une session de la Conférence internationale du Travail où sera discutée la question des heures de travail à bord et où l'on s'efforcera d'obtenir une limitation internationale de la durée du travail des marins.

Il n'est pas possible de prévoir dès à présent à quels résultats aboutira cette conférence. Il est possible, toutefois, de prévoir qu'elle aboutira à un échec, si les marins mêmes n'élèvent pas la voix, si les marins mêmes n'engagent pas la lutte en faveur d'une journée de travail plus courte, s'ils ne s'organisent pas assez solidement pour vaincre, par leur puissance menaçante, la mauvaise volonté des armateurs et des gouvernements. *Une organisation unique pour les marins dans chaque pays, tous les marins groupés internationalement dans l'I. T. F.* — c'est ainsi seulement que l'on réussira à établir la puissance nécessaire pour la réalisation *internationale* de la journée de huit heures !

Camarades ! Si vous êtes las de votre vie d'esclaves; si vous voulez une existence plus décente; si vous en avez assez des « travaux forcés » dans votre « prison flottante »; si vous voulez une journée de travail plus courte et des logements convenables, *participez à notre lutte !*

Appuyez l'action de la section des marins de la Fédération Internationale des Ouvriers du Transport ! Adhérez aux organisations des marins ! Faites vôtre la devise : « *Un pour tous, tous pour un !* »

Camarades, nous comptons sur votre aide, car c'est de votre aide et de votre concours que dépendra l'aboutissement de notre action tendant à conquérir, pour vous également, *la journée de huit heures.*

Pour la Fédération des Ouvriers du Transport,

EDO FIMMEN, *Secrétaire.*

⁂

Un discours de M. Myron Herrick.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Myron T. Herrick, a prononcé, à l'occasion du « Memorial Day » au cimetière américain de Suresnes, un discours qui doit être enregistré comme une participation à la croisade contre le bolchévisme :

...Je pense que tous les peuples ont à choisir entre l'ordre et l'anarchie, entre l'honnêteté et le brigandage, entre la simple morale et le crime. Ou bien, nous tenons pour une société vivant dans l'ordre, ou bien nous n'y tenons pas. Mais si nous y tenons, il nous faut user de toute notre puissance pour la défendre et la faire progresser.

Auprès des tombes de ces hommes qui ont donné leurs vies dans une des grandes guerres de libération, nous pouvons bien nous demander comment nous protéger contre ce péril pressant, qui risque d'être aussi désastreux que celui qui leur a coûté l'existence. Car la guerre qui les a tués n'est qu'une des nombreuses luttes qui ont bien souvent opposé les droits des peuples à la puissance de la tyrannie — tyrannie prenant habituellement la forme de l'absolutisme. Nous avons conquis notre liberté en 1776, les Français en 1789. D'année en année, en d'autres pays, cette lutte s'est renouvelée jusqu'à la victoire des Alliés, après laquelle beaucoup d'entre nous ont cru gagnée la bataille pour la liberté.

Dans notre enhousiasme, nous négligions un autre ennemi du gouvernement représentatif : je veux parler d'une maladie; une maladie dont tout le peuple, honnête et d'esprit sain, est menacé par un dessein prémédité.

Le cas de la Russie est le plus triste exemple de débâcle morale connu dans l'Histoire et les résultats qui ont suivi les efforts patients et la résistance des nations saines en lutte contre cette menace insidieuse sont décourageants; car nous avons foi en l'effet salutaire de nos formes éprouvées de gouvernement qui ont démontré leur efficacité pour conduire l'humanité à son plus haut développement.

Pendant des siècles, les nations civilisées ont lutté avec une ténacité héroïque, non seulement pour leur liberté politique, mais encore pour la plus large diffusion de bonheur dans l'humanité. Et au moment où elles ont quelque raison de croire que ce long effort va être couronné de succès, elles se trouvent en présence d'une nouvelle expérience de gouvernement au nom du peuple — gouvernement qui jusqu'ici a paru au monde entier plus tyrannique, plus oppressif qu'aucun des anciens despotismes.

Que les maîtres du nouveau régime prétendent parler au nom d'un grand peuple, cela ne trompe personne, et ne peut être pris en considération par les légistes les plus rigoristes. Quand, dans une ville policée, un homme atteint de rage court dans les rues, le premier soin est de l'enfermer, puis d'essayer de le guérir; ce que lui-même a à dire sur sa maladie ne compte pour personne tant qu'il est lâché et libre de mordre.

Une démocratie malade peut devenir un péril aussi grave que le plus fou des rois; une nation insensée est pire que Néron. Et je déclare que, quant à nous Américains, nous qui avons fait une guerre de sept ans pour nous assurer le droit à la vie, à la liberté, à la poursuite du bonheur, il ne convient pas que nous laissions tranquillement agir une bande d'hommes qui se sont rendus maîtres d'une race aimable et bien douée et qui tentent avec une ingéniosité diabolique d'inoculer un poison mortel à nos concitoyens et de miner les institutions qui ont donné à notre continent la prospérité et le bonheur.

. . . .

Nous ne songeons pas à attaquer le régime soviétique en Russie. Ce qu'il fait sur son propre domaine le regarde. Mais nous nous refusons, avec toute la gravité d'une nation qui se respecte, et sans égard pour des considérations matérielles, à donner à ses dirigeants les moyens et l'occasion de nous empoisonner. Nous sommes décidés à défendre aussi vigoureusement notre pays contre le bolchevisme que nos ancêtres l'ont défendu contre la tyrannie, et le fait qu'un gouvernement envoie secrètement contre nous les germes d'une maladie infâme, au lieu d'envoyer ouvertement contre nous des armées, ne rend pas l'invasion moins félonne et n'affaiblit pas notre de la repousser.

ENTRE NOUS

Notre budget, de 1925 à maintenant.

Enfin voici notre budget des deux années 1925 et 1926 et du premier trimestre 1927. A l'avenir, nous le publierons chaque trimestre; ainsi nos amis se rendront mieux compte de nos difficultés et des efforts qu'ils doivent faire pour nous aider à les surmonter.

1925

Recettes :

Reliquat de la souscription pour l'édition de la brochure « Aux membres du Parti »	1.261 30
Abonnements ordinaires	12.100 »
Abonnements de soutien	9.300 »
Vente au numéro	2.187 55
Souscriptions	664 »
Total	25.512 85

Dépenses :

Impression et expédition	22.754 80
Frais divers, correspondance et imprimés	1.200 »
Total	23.954 80

Total des recettes	25.512 85
Total des dépenses	23.954 80
Solde en caisse au 31 déc. 1925	1.558 05

1926

Recettes :

En caisse au 1er janvier 1926	1.558 05
Abonnements ordinaires	21.519 85
Abonnements de soutien	9.751 20
Vente au numéro	2.731 10
Souscriptions et publicité	486 90
Total	36.047 10

Dépenses :

Impression et expédition	30.131 50
Frais divers, correspondance, recouvrements, etc	3.590 90
Total	33.722 40

Total des recettes	36.047 10
Total des dépenses	33.722 40
Solde en caisse au 31 déc. 1926	2.324 70

PREMIER TRIMESTRE 1927

Recettes :

En caisse au 1er janvier 1927	2.324 70
Abonnements ordinaires	9.023 85
Abonnements de soutien	3.386 90
Vente au numéro	1.136 80
Souscriptions	241 30
Total	16.113 55

Dépenses :

Impression et expédition	11.146 05
Frais divers	1.129 70
Total	12.275 75

Total des recettes	16.113 55
Total des dépenses	12.275 75
Solde en caisse au 1er avril	3.837 80

Ces chiffres nous semblent éloquents. Ils le sont pour nous; on nous avait assurés que nous ne tiendrions pas le coup pendant six mois et qu'on nous casserait les reins. Nous avons tenu le coup et l'on sait maintenant que ni adversaires ni ennemis ne peuvent briser la *R. P.*

Mais nous n'avons pas encore atteint le premier but que nous nous étions fixés : équilibrer notre budget avec le produit des abonnements ordinaires et de la vente au numéro.

On voit dans quelle mesure nous avons dû demander aux abonnés de soutien des ressources pour couvrir notre déficit réel : 9.300 francs en 1925, 9.751 francs en 1926; cette année la somme ne sera pas inférieure.

En 1925, les abonnements de soutien à 100 francs nous avaient donné 2.300 francs, et les abonnements de grand soutien à 1.000 francs, 7.000; en 1926 les abonnements à 100 francs ont progressé et nous ont donné 6.951 fr. 20, par contre ceux de grand soutien sont descendus à 2.800 francs. Cette année, le nombre des abonnements de soutien à 100 francs sera plus important encore.

Il faut qu'il le soit; tous nos amis doivent faire un effort correspondant à leurs moyens; payer son abonnement 100 francs, en un ou plusieurs versements, est possible pour de nombreux camarades.

Mais, outre cet effort pécuniaire il en est un autre qu'il faut faire et poursuivre avec plus de ténacité, c'est celui de la chasse aux nouveaux abonnés et de l'organisation de la vente au numéro.

Nous sommes à 900 abonnés présentement; si nous doublions ce chiffre, du coup notre budget serait équilibré. Avons-nous assez répété qu'il nous fallait atteindre 2.000 abonnés !

Nous ne cesserions pas pour cela de demander à nos amis une contribution supplémentaire, mais nous le ferions alors pour le développement de la *R. P.* Vous vous rendez bien compte que nous étouffons dans nos seize pages de quinzaine, qu'il faudrait pouvoir passer à vingt-quatre. Il faudrait encore réaliser vite notre projet de brochures et d'éditions.

Pour cela un double effort est nécessaire : 1° un effort pécuniaire; que chacun verse ce qu'il peut verser, 1.000 francs, 100 francs, de simples souscriptions; 2° un effort de propagande : il faut doubler notre chiffre d'abonnés et tripler notre vente au numéro que nous avons trop négligée.

Nous croyons n'avoir pas gaspillé un sou de l'argent que nos camarades nous ont versé; nous croyons qu'une publication comme la *R. P.*, dont la rédaction et l'administration sont assurées sans prélever un sou, a le droit de s'adresser à ses amis et de leur demander un concours sérieux et tenace.

Renouvelez! renouvelez!

Nous sommes, avec ce numéro, en fin de semestre; un nombre important d'abonnements de six mois viennent à expiration. Une circulaire, accompagnée d'une formule de chèque postal, va le rappeler aux intéressés. Nous leur demandons de faire diligence à nous envoyer leur renouvellement.

Parmi nos dépenses, il est un chapitre qui pourrait être compressé, c'est celui des recouvrements par la poste. Il le serait si nos abonnés prenaient l'habitude de nous envoyer d'eux-mêmes leur renouvellement, sans attendre que nous fassions recouvrer par la poste, ce qui entraîne, pour eux et pour nous, des frais inutiles, et pour nos camarades de l'Administration un assez gros travail.

SOUSCRIPTIONS

Une journée de salaire, 60 fr.; Roustaud (Paris-XIe), 5; Un groupe de camarades (Paris), 15,20; Geerts (Belgique), 15; Laguin (Côtes-du-Nord), 10; Bertrand (Paris-Xe), 4; Nourmont (Seine-Inférieure), 5; Allot (Finistère), 5; Fulconis (Paris), 10; Selbmann (Alpes-Maritimes), 10. — Total : 139 fr. 20.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 30-79.
J. Amilcar, directeur. — 1103-6-27.

